



## Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Distr. générale  
29 juillet 2011

Original: français

---

### Comité des droits de l'homme 102<sup>e</sup> session

#### Compte rendu analytique de la 2822<sup>e</sup> séance\*

Tenue au Palais Wilson, à Genève, le vendredi 22 juillet 2011, à 15 heures

Présidente: M<sup>me</sup> Majodina

### Sommaire

Organisation des travaux et questions diverses, y compris rapport du Groupe de travail des communications

*Projet de modification du Règlement intérieur*

*Question des mesures de réparation demandées dans les constatations au titre du Protocole facultatif*

*Renforcement des activités du Comité relatives au suivi des constatations*

---

\* Il n'a pas été établi de compte rendu analytique pour la 2821<sup>e</sup> séance.

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

*La séance est ouverte à 15 heures.*

**Organisation des travaux et questions diverses, y compris rapport du Groupe de travail des communications**

1. **M. Amor** dit qu'il n'a pas participé à la 101<sup>e</sup> session du Comité en raison de circonstances particulières dues à la situation dans son pays, la Tunisie. À cette session, le Comité a apparemment pris la décision, sur proposition du bureau, de ne plus demander aux États parties de présenter oralement la teneur de leurs réponses écrites à la liste des points à traiter, même si les réponses écrites n'ont été soumises que dans une seule langue de travail du Comité. Une telle décision a pour effet de priver une partie des membres du Comité des informations contenues dans les réponses écrites de l'État partie, et de ce fait elle porte atteinte au principe de l'égalité entre les membres du Comité et a un effet discriminatoire, en violation non seulement du droit élémentaire de tout individu mais également du Règlement intérieur du Comité. Cette décision est inacceptable, et ni le Comité ni le bureau ne sont habilités à la prendre. M. Amor comprend bien les contraintes de temps dans l'examen des rapports des États parties, et est conscient de la nécessité d'éviter que ces derniers n'abusent de leur temps de parole au détriment du dialogue avec le Comité. Deux choses sont cependant fondamentales: le Comité doit demander aux États parties de soumettre leurs réponses écrites dans toutes les langues de travail, étant donné qu'il n'est pas en mesure de faire traduire ces réponses par les services de traduction de l'ONU. Si l'État partie ne communique pas le texte des réponses écrites dans les trois langues de travail, le Comité doit alors lui donner la possibilité de récapituler oralement ces réponses. La question du temps à consacrer à cette partie de l'examen du rapport est certes importante, mais aussi difficile soit-elle, elle ne doit en aucun cas aboutir à une discrimination entre les membres du Comité. Pour l'examen du rapport initial du Kazakhstan, à la session en cours, le Comité a permis à l'État partie d'exposer oralement un résumé de ses réponses écrites, et cette procédure, qui a donné de bons résultats, devait continuer d'être appliquée à l'avenir, étant entendu simplement que l'État partie bénéficiera d'un peu plus de temps, de façon à lui permettre de fournir des réponses détaillées. Le Comité garantirait ainsi le respect du principe d'égalité et de non-discrimination à l'égard de ses membres. Dans le cas où il déciderait de ne pas suivre cette voie et d'appliquer la nouvelle procédure adoptée à la 101<sup>e</sup> session, M. Amor exercerait les droits que lui confèrent le Pacte et le Règlement intérieur du Comité.

2. **M<sup>me</sup> Chanet** dit qu'elle a pris part à l'adoption de la nouvelle procédure et qu'elle était d'ailleurs assez favorable au fait de ne plus exiger des États parties qu'ils répètent toutes les questions de la liste des points et le texte de leurs réponses écrites. Cela étant, cette procédure ne doit pas être appliquée dans des conditions discriminatoires. M<sup>me</sup> Chanet est préoccupée à ce propos par le fait que, lorsque le Comité reçoit d'un État partie des réponses écrites en russe, en espagnol ou en arabe par exemple, quelques mois avant l'examen du rapport, ces réponses sont systématiquement traduites en anglais. En revanche, si les réponses parviennent en anglais elles ne sont pas traduites dans les autres langues de travail. Le Comité n'a pas pris de décision en ce sens à sa 101<sup>e</sup> session; M. Amor a tout à fait raison de protester contre le caractère discriminatoire de la situation actuelle. La façon de faire qui a été adoptée à la présente session pour l'examen du rapport initial du Kazakhstan a effectivement représenté une bonne solution, et M<sup>me</sup> Chanet estime que le Comité devrait la généraliser, étant entendu que la Présidente appréciera au cas par cas le temps de parole à accorder à l'État partie pour présenter oralement la teneur de ses réponses écrites, en fonction de la situation (réponses écrites disponibles ou non dans toutes les langues de travail du Comité, longueur de la liste des points à traiter, etc.). Il est important toutefois de ne pas revenir à la procédure antérieure et de veiller à ce que l'État partie ne répète pas l'ensemble des questions de la liste, ni l'intégralité de ses réponses écrites.

3. **La Présidente** présente ses excuses aux membres du Comité qui ont pu avoir l'impression que la nouvelle procédure était appliquée d'une façon discriminatoire. La décision prise par le Comité visait à trouver un moyen de consacrer davantage de temps au dialogue avec l'État partie. M<sup>me</sup> Majodina reconnaît cependant que l'aspect discriminatoire à l'égard des membres du Comité dont l'anglais n'est pas la langue de travail lui a échappé. Elle regrette la différence de traitement, bien évidemment involontaire, que la décision a entraînée et qui n'est effectivement pas acceptable.
4. En ce qui concerne la traduction des documents, le secrétariat a informé le bureau que les services linguistiques de l'ONU n'assuraient pas la traduction des réponses écrites des États parties parce qu'elles ne constituaient pas des documents officiels du Comité. La Présidente assure toutefois le Comité qu'elle continue de suivre la question avec le secrétariat. En attendant, une bonne solution consisterait effectivement, comme l'a proposé M. Amor, à ce que les États parties qui n'ont pas fait parvenir leurs réponses écrites dans les trois langues de travail du Comité puissent résumer oralement ces réponses écrites.
5. **M. Amor** remercie la Présidente de sa compréhension. Le Comité a pour pratique de diviser la liste des points à traiter en deux parties, qui peuvent être de longueur inégale, et il serait donc bon de faire preuve d'une certaine souplesse. L'État partie pourrait bénéficier de trente à quarante minutes, selon le nombre de questions, pour répondre à chacune de ces parties.
6. **M. Iwasawa** fait observer que cet aspect de l'examen du rapport d'un État partie pose le problème de la gestion du temps, qui est toujours difficile pour la présidence. Il faut concilier différentes considérations, notamment le fait que l'État partie doit disposer du temps nécessaire pour donner des réponses détaillées aux questions que le Comité lui a posées, et les membres du Comité doivent, pour leur part, veiller à être le plus concis possible dans leurs interventions.
7. **M. O'Flaherty** partage entièrement la préoccupation de M. Amor. Le Comité a trois langues de travail et le Règlement intérieur contient des dispositions claires à ce sujet. La question de la longueur des interventions des États parties a été examinée à la réunion intercomités, qui a formulé une recommandation que le secrétariat pourra peut-être utilement rappeler ici.
8. **M<sup>me</sup> Fox** (Secrétaire du Comité) indique que la réunion intercomités a recommandé que chaque organe conventionnel donne aux États parties trente minutes au plus pour présenter oralement leur rapport, de façon à laisser suffisamment de temps pour le dialogue entre l'État partie et l'organe concerné.
9. **M. Thelin** souligne que le Comité est dépendant à la fois des États parties, qui envoient souvent tardivement leurs réponses écrites, et du fait que les documents pour lesquels il n'existe pas de mandat ne sont pas traduits par les services de l'Organisation. Il est clair que le Comité ne parvient pas à obtenir toutes les ressources qu'il devrait avoir pour mener à bien sa tâche, et rien ne permet d'affirmer que ce problème sera réglé un jour. Sans vouloir confier au secrétariat une charge de travail encore plus lourde que celle qu'il a actuellement, M. Thelin suggère de ne pas exclure complètement la possibilité de faire appel à un dispositif de traduction assistée par ordinateur pour obtenir le texte des réponses écrites des États parties dans toutes les langues de travail du Comité. Quelle que soit la solution qui sera retenue, il conviendra de veiller aussi à ce que la présentation orale de l'État partie ne soit pas excessivement longue.
10. **La Présidente** donne au Comité l'assurance qu'elle continuera de suivre, avec le secrétariat, la question de la traduction des documents destinés au Comité et qu'à l'avenir il sera procédé comme indiqué par M. Amor et M<sup>me</sup> Chanet pour l'examen des rapports des États parties.

*Projet de modification du Règlement intérieur (art. 68 et 70)*

11. **M. Salvioli** rappelle qu'à sa 101<sup>e</sup> session, le Comité a souhaité entreprendre la révision du paragraphe 70 de son règlement intérieur, un consensus s'étant dégagé pour envisager d'examiner en séance publique, et non plus en séance privée comme le prévoit le Règlement intérieur, la situation des droits de l'homme dans les États parties qui n'ont pas soumis de rapport. M. Salvioli a passé en revue les règlements intérieurs de tous les autres organes conventionnels et a constaté que seul le Comité des droits de l'homme prévoyait d'examiner en séance privée la situation des droits de l'homme dans un État partie qui n'avait pas soumis de rapport. M. Salvioli est d'avis que le Comité pourrait harmoniser sa pratique dans ce domaine avec celle des autres organes conventionnels. Il appelle l'attention également sur une lacune juridique importante dans le Règlement intérieur, que le Comité aura à examiner dans un deuxième temps, qui concerne le cas où un État a soumis un rapport mais n'envoie pas de délégation à la session où ce rapport est examiné.

12. M. Salvioli présente ensuite les propositions de modification des articles 68 et 70 qu'il a établies (document sans cote, en espagnol seulement), et invite le Comité à examiner en premier lieu celle qui porte sur l'article 70. Il soumet à l'examen des membres deux options. Dans la première, le paragraphe 1 de l'article 70 indiquerait que le Comité peut examiner en séance publique la situation des droits de l'homme dans l'État partie et adopter à l'issue de cet examen ses observations finales définitives. Une modification de pure forme, sans objet en français, est proposée pour le paragraphe 2. Le début du paragraphe 3 serait supprimé, et il serait seulement indiqué que les observations finales définitives sont transmises à l'État partie conformément au paragraphe 3 de l'article 71 du Règlement intérieur, et rendues publiques. Au paragraphe 4, il serait simplement précisé que le Comité procède conformément aux dispositions de la *première partie* du paragraphe 3 de l'article 68 de son règlement intérieur. La deuxième option, inspirée du Règlement intérieur du Comité contre la torture, prévoit la possibilité d'examiner la situation dans l'État partie en séance publique, puis d'adopter des observations finales provisoires, qui sont transmises à l'État partie. Celui-ci fait ensuite parvenir ou non des commentaires au Comité, qui adopte à sa session suivante ses observations finales, devenues définitives. Le but recherché étant le dialogue avec l'État partie, la meilleure formule est probablement la deuxième, mais M. Salvioli laisse au Comité le soin de trancher.

13. **M. Amor** remercie M. Salvioli de ces propositions mais estime pour sa part qu'il n'y a pas lieu de modifier l'article 70 dans l'immédiat. Lorsque le Comité a introduit cet article dans son règlement intérieur, en 1990, c'était dans le but d'inciter les États parties qui ne s'acquittaient pas de leurs obligations de soumettre des rapports en dépit des rappels qui leur étaient adressés à engager ou renouer le dialogue avec lui. Il s'agissait d'exercer sur ces États une forme de pression, mais d'une manière qui soit propice à l'établissement du dialogue. L'intégralité de la procédure, depuis la notification de l'intention du Comité d'examiner la situation des droits de l'homme en l'absence de rapport, voire en l'absence de délégation, jusqu'à l'adoption des observations finales provisoires, a été pensée dans le seul but de donner à l'État partie toutes les chances de coopérer avec le Comité, de sorte qu'en cas d'échec, la responsabilité en incombe à l'État et à lui seul. C'est également dans cet esprit qu'il a été décidé que l'examen en l'absence de rapport se déroulerait en séance privée. M. Amor estime que la procédure prévue à l'article 70 n'a rien perdu de sa pertinence et que le seul tort du Comité a été de ne pas l'appliquer aussi souvent qu'il l'aurait pu, ce à quoi il faudrait remédier.

14. **M. Thelin** pense lui aussi que le Comité devrait recourir plus souvent à la procédure prévue à l'article 70 et se montrer plus entreprenant à l'égard des États qui, pour des raisons diverses, ne soumettent pas leurs rapports dans les délais impartis. À l'heure actuelle, environ un cinquième des États parties au Pacte sont dans ce cas; le problème est donc sérieux. Il est dans l'intérêt du Comité et des autres parties prenantes, en particulier des

ONG, que la procédure d'examen en l'absence de rapport soit transparente. En outre, pour que l'examen en séance privée se justifie, il faudrait avoir la preuve que le caractère privé de l'examen favorise véritablement la coopération des États parties avec le Comité; or rien ne permet de l'affirmer. M. Thelin estime donc que l'examen en l'absence de rapport devrait se dérouler en séance publique. Dans la mesure où les deux options proposées répondent à sa préoccupation sur ce point, il n'a pas de préférence marquée pour l'une ou pour l'autre, quoique la première, du fait qu'elle prévoit l'adoption d'observations finales définitives dès la fin de l'examen, lui semble avoir de meilleures chances de pousser les États parties à coopérer avec le Comité.

15. **M. Flinterman** dit que les rapports des États parties aux organes conventionnels sont au cœur du système international de protection des droits de l'homme et que lorsque des États manquent à leurs obligations dans ce domaine, c'est le fondement même du système qu'ils affaiblissent. Il s'agit donc d'un problème grave, auquel le Comité des droits de l'homme a eu le mérite de s'attaquer le premier en se dotant d'une procédure qui permet l'examen de la situation des droits de l'homme dans un État partie en l'absence de rapport. Lorsqu'il était membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, qui applique une procédure semblable à celle de la première option, M. Flinterman a pu constater que le fait que l'examen en l'absence de rapport soit public incitait généralement l'État concerné à envoyer une délégation. Il encourage donc le Comité des droits de l'homme à opter pour un examen public de la situation en l'absence de rapport.

16. **M. Bouzid** demande des précisions sur ce qui distingue véritablement l'option 1 de l'option 2. Puisque cette dernière est directement inspirée de la procédure suivie par le Comité contre la torture, il serait intéressant de savoir quels résultats ont été obtenus par ce Comité, notamment si cette procédure a eu des effets tangibles sur le comportement des États non coopératifs.

17. **M. Iwasawa** dit que la non-soumission de rapports par certains États parties est un réel problème et que le Comité aurait intérêt à appliquer plus souvent la procédure prévue à l'article 70. Cela ne se traduirait pas pour autant par une augmentation du nombre d'examens en l'absence de rapport. La simple notification à un État partie de l'intention du Comité d'examiner la situation sur son territoire en l'absence de rapport suffit parfois à obtenir la promesse qu'il soumettra prochainement son rapport. Rien ne permet d'affirmer que le fait que l'examen se déroule en séance privée ait une incidence positive sur la coopération des États parties; il est en effet déjà arrivé que certains États qui s'étaient engagés à envoyer une délégation pour participer à l'examen en l'absence de rapport n'en fassent finalement rien. À l'inverse, il n'est guère certain qu'en rendant publiques les séances consacrées à l'examen en l'absence de rapport le Comité obtiendrait davantage de résultats. Il ne faut pas non plus oublier que certains États contestent la légitimité de la procédure au titre de l'article 70, dont ils estiment qu'elle outrepassse les compétences du Comité au titre de l'article 40 du Pacte. En conclusion, M. Iwasawa est d'avis que le Comité doit poursuivre ses efforts pour renforcer l'efficacité de la procédure prévue à l'article 70 en faisant toutefois preuve de prudence. La deuxième option lui paraît de ce point de vue une solution raisonnable.

18. **M. Amor** dit qu'il est vrai que lorsque le Comité a établi la procédure prévue à l'article 70 du Règlement intérieur certains États parties y ont vu une violation de l'article 40, alors qu'elle n'a jamais eu d'autre but que d'encourager la coopération des États parties avec le Comité. La procédure au titre de l'article 70 a été appliquée en de trop rares occasions pour que le Comité soit fondé à conclure qu'elle n'est pas efficace et qu'elle doit être modifiée. Le secrétariat pourra peut-être donner des informations plus précises sur l'application qui a été faite de l'article 70 jusqu'à ce jour et sur les résultats auxquels elle a abouti pour éclairer la réflexion du Comité et l'empêcher de prendre une décision prématurée.

19. **M<sup>me</sup> Chanet** dit qu'elle serait réticente à ce que l'examen de situation en l'absence de rapport se déroule en séance publique, en particulier dans les cas où l'État partie n'envoie pas de délégation, car un débat auquel le principal intéressé ne participe pas ne peut pas être équilibré. Le récent exemple de la Dominique, qui a annoncé qu'elle soumettrait son rapport alors que le Comité avait décidé d'examiner sa situation en l'absence de rapport à la présente session, montre que la procédure de l'article 70 peut être un moyen de pression efficace. Il faudrait revoir la manière dont sont utilisées les observations finales provisoires du Comité de manière à les rendre plus contraignantes pour les États parties.

20. **M<sup>me</sup> Waterval** dit qu'il est difficile de décider si l'examen en l'absence de rapport doit se dérouler en séance privée ou en séance publique faute de données d'expérience qui permettraient de comparer de manière objective laquelle de ces modalités aboutit aux meilleurs résultats.

21. **M<sup>me</sup> Fox** (Secrétaire du Comité) dit que le Comité a recouru à la procédure prévue à l'article 70 six fois: en juillet 2002, octobre 2003, mars 2006, juillet 2007, mars 2011 et juillet 2011. Dans un cas, l'examen s'est déroulé en présence d'une délégation; dans trois cas, l'État partie a promis de soumettre le rapport attendu; dans un cas, l'État partie a soumis des réponses à la liste de points à traiter qui ont servi de base à l'examen. Dans un seul cas l'État partie ne s'est manifesté à aucun stade de la procédure. Les observations finales adoptées par le Comité ont été rendues publiques dans quatre cas.

22. **M. Amor** dit que ces informations confirment son impression que la procédure au titre de l'article 70 a été peu utilisée et qu'elle a en général permis d'engager avec les États concernés une dynamique qui certes n'a pas toujours abouti mais qui a néanmoins donné la possibilité de rétablir le dialogue avec le Comité. Seule la Gambie ne s'est manifestée à aucun stade de la procédure, pas même après la publication des observations finales. M. Amor rappelle qu'il avait alors proposé que le Comité déclare publiquement que la Gambie ne respectait pas ses obligations au titre de l'article 40 du Pacte, ce que le Comité avait accepté. Le Comité devrait rendre cette pratique systématique et à cet effet il pourrait ajouter dans le Règlement intérieur une disposition qui habilite le Comité à faire une telle déclaration chaque fois qu'un État partie ne coopère pas du tout avec lui.

23. **M. Rivas Posada** dit que la procédure prévue actuellement par l'article 70 se veut avant tout incitative. Son but premier est de favoriser la coopération des États parties qui ne s'acquittent pas de leurs obligations en matière de soumission de rapports. Que les options proposées soient mieux à même de réaliser cet objectif n'est pas du tout certain; la conversion de la procédure en une procédure publique pourrait même se révéler totalement contreproductive. En outre, étant donné que l'expérience de l'application de l'article 70 se limite à quelques cas et que les résultats obtenus, à défaut d'être pleinement satisfaisants, n'ont pas été totalement négatifs, il ne semble pas qu'un changement de procédure s'impose dans l'immédiat.

24. **M. Lallah** dit que la question préoccupe le Comité depuis de nombreuses années. Pendant longtemps, celui-ci s'est contenté de faire figurer la liste des pays considérés comme non coopératifs dans son rapport annuel à l'Assemblée générale. Puis, en raison de la frustration croissante des membres du Comité, une procédure a été mise en place pour traiter les cas de non-coopération. À ce jour, l'article 70 n'a été utilisé que six fois. Il est donc trop tôt pour se prononcer sur son efficacité et sur l'opportunité de le modifier. De plus, il faudrait que le Comité indique au préalable dans son rapport annuel les raisons d'une éventuelle modification, afin que les États parties puissent en prendre connaissance et être convaincus de l'utilité de la démarche. Cependant, il est vrai que le Comité pourrait faire davantage pour inciter les États parties à soumettre en temps voulu les rapports qui leur sont demandés. Il pourrait par exemple être utile de charger les membres du Comité de rencontrer les délégations des États parties concernés, à l'occasion de la prochaine session

du Comité qui se tiendra à New York, afin de les informer de l'existence de la procédure prévue à l'article 70 et de les encourager à s'acquitter de leurs obligations en matière de soumission de rapports, comme cela a été fait par le passé. À cette fin, le secrétariat pourrait être chargé de recenser les États parties concernés.

25. **M. O'Flaherty** dit que la question a déjà été débattue de manière approfondie à la session précédente du Comité. Pour sa part, il continue d'être favorable à une procédure publique. En outre, les organisations de la société civile contribuent de plus en plus aux travaux du Comité. Le fait d'examiner les informations fournies par ces organisations au cours de séances privées, dont elles sont exclues, constitue un manque de respect à leur égard. Le plus simple serait de remplacer le mot «privée» par le mot «publique» au paragraphe 1 de l'article 70, mais s'il faut choisir l'une des deux options proposées, sa préférence va à la deuxième.

26. **M<sup>me</sup> Waterval** est également favorable à l'option 2, qui laisse encore la possibilité à l'État partie d'engager le dialogue. Elle estime cependant que l'examen des mesures prises par l'État partie devrait se dérouler en séance privée.

27. **M. Fathalla** dit qu'il a été convaincu par les arguments de M. O'Flaherty.

28. **M. Salvioli**, répondant à la question de M. Bouzid, dit que la seule différence entre les deux options concerne les observations finales, qui seraient définitives avec la première et provisoires avec la seconde. Dans les deux cas, l'examen aurait lieu en séance publique. En ce qui concerne l'expérience du Comité contre la torture, celui-ci n'a pas encore répondu aux demandes de renseignements qui lui ont été adressées.

29. En réponse à M. Rivas Posada, il affirme qu'un examen public ne doit en aucun cas être considéré comme une démarche punitive, sauf à penser que le Comité punit les États parties chaque fois qu'il examine un rapport en séance publique. Le Comité doit réfléchir au message qu'il veut faire passer aux États parties. À l'heure actuelle, ceux d'entre eux qui soumettent une réponse écrite font l'objet d'un examen public, tandis que ceux qui ne s'acquittent pas de leurs obligations à cet égard ont le privilège de faire l'objet d'un examen privé. De ce fait, certains États parties pourraient penser qu'il est dans leur intérêt de ne pas soumettre de rapport. En outre, on pourrait avancer l'hypothèse que les résultats obtenus jusqu'à présent avec la procédure prévue à l'article 70 ne tiennent pas au caractère privé de l'examen mais au simple fait qu'il avait été décidé d'y procéder. En effet, l'étape la plus importante de la procédure intervient lorsque le Comité décide d'examiner la situation dans un pays en l'absence de rapport. Il est naturel que le Comité examine les mesures prises par un État partie en séance publique, et cela n'empêche aucunement l'État en question d'engager le dialogue en assistant à la séance ou en formulant des commentaires sur les observations finales le concernant. La deuxième option, selon laquelle le Comité adopterait dans un premier temps des observations finales provisoires, laisse toute liberté à l'État partie de participer activement au processus.

30. **La Présidente** se dit quant à elle favorable à une légère modification de l'article 70; la situation dans l'État partie devrait être examinée en séance publique mais le Comité devrait adopter des observations finales provisoires.

31. **M. Amor** dit que le débat en cours est riche et intéressant mais qu'il existe des points de vues divergents au sein du Comité. Afin d'éviter de créer des divisions inutiles, il serait bon de laisser mûrir les idées et de reprendre la discussion à une séance ultérieure.

32. **M. O'Flaherty** dit que le Comité a déjà longuement débattu de la question à sa session précédente et qu'aucun argument nouveau n'a été présenté ce jour. S'il y a une majorité nette de membres disposés à aller de l'avant, le Comité pourrait se prononcer dès à présent sur les modifications à apporter à l'article 70.

33. **M<sup>me</sup> Chanet** s'oppose vivement à ce que l'on procède de cette manière. Il existe de véritables divisions au sein du Comité. Certains membres pourraient encore changer d'avis et plusieurs arguments de poids ont été exposés au cours de la discussion. M. Salvioli pourrait préparer de nouvelles propositions qui pourront être traduites dans les autres langues de travail du Comité et présentées à la prochaine séance consacrée aux méthodes de travail du Comité.

34. **M. Salvioli** convient qu'il faut laisser le temps de la réflexion aux membres du Comité. Il suggère d'abandonner l'option 1 et de remanier l'option 2, qui est une solution intermédiaire.

35. **M. Amor** affirme que, sauf erreur de sa part, il n'est jamais arrivé que le Comité se prononce sur une question relative à son règlement intérieur à la majorité. Toutes les modifications ont été adoptées par consensus. Il considère que la question n'est pas mûre pour que le Comité prenne une décision.

36. **M. O'Flaherty** présente ses excuses aux membres du Comité qui ont été contrariés par sa proposition, qui ne visait qu'à donner une issue à un débat qui durait déjà depuis six heures.

37. **M. Lallah** attire l'attention sur le premier paragraphe de la note de bas de page afférente à l'article 51 du Règlement intérieur, selon laquelle le Comité devrait s'employer à ce que les décisions soient prises par voie de consensus avant de recourir au vote. Quelle que soit la décision prise par le Comité, il serait bon que des membres du Comité aillent à la rencontre des délégations des États qui n'ont pas encore soumis les rapports attendus afin de les inciter à le faire, comme proposé précédemment.

*La séance est suspendue à 16 h 50; elle est reprise à 17 h 5.*

*Question des mesures de réparation demandées dans les constatations au titre du Protocole facultatif*

38. **La Présidente** invite M. Salvioli à faire un exposé préliminaire sur la question des mesures de réparation demandées par le Comité dans ses constatations au titre du Protocole facultatif.

39. **M. Salvioli** dit qu'il a été chargé par le Bureau d'étudier la question des mesures de réparation dues aux auteurs des communications dans lesquelles le Comité a constaté des violations des droits consacrés dans le Pacte. L'objectif est de faire en sorte que les mesures demandées par le Comité soient plus spécifiques, afin de mieux aider les États à s'acquitter de leurs obligations. Il ressort d'un récapitulatif de la jurisprudence établi par le secrétariat que les formes de réparation décidées par le Comité ont été généralement le rétablissement du droit auquel il a été porté atteinte et une indemnisation, qualifiée d'«adéquate». Dans quelques cas le Comité a recommandé une mesure de satisfaction, comme des excuses publiques des autorités. Il demande aussi souvent une garantie de non-répétition qui est toutefois énoncée selon une formule très vague. Dire, comme le fait le Comité quand il demande cette garantie, que l'«État partie est tenu de veiller à ce que des violations analogues ne se reproduisent pas à l'avenir» ne signifie rien si les moyens d'éviter de telles violations ne sont pas expressément énoncés. Il peut s'agir par exemple de demander la modification d'une loi incompatible avec le Pacte ou, dans le cas de violations massives ou systématiques, d'indiquer une série d'actions concrètes déterminées. Tel est le point de départ de la réflexion et les avis de tous les membres serviront à élaborer un projet de texte, qui devrait être prêt à être examiné à la session de mars 2012.

40. **M. Thelin** dit qu'il est extrêmement difficile pour le Comité d'apprécier la façon dont ses recommandations sont suivies d'effet si la mesure de réparation demandée est générale et imprécise. Cet élément devra être pris en considération dans le texte qui sera établi.



41. **M. Iwasawa** rappelle que le Comité souhaitait un texte sur la question des mesures de réparation parce qu'il était apparu nécessaire d'assurer une cohérence et de demander des mesures similaires pour des violations similaires. Le récapitulatif élaboré par le secrétariat a mis en lumière de nettes divergences. Il serait utile que, au-delà du recensement des incohérences, le texte que M. Salvioli soumettra en mars 2012 contienne des indications claires des mesures qu'il faut demander pour des types de violations déterminés.

42. **M. Neuman** propose d'articuler la réflexion selon un mode d'approche théorique plutôt que pratique. Le Comité devrait s'interroger sur la source de son autorité pour ce qui est de demander des mesures de réparation, sur la nature du choix qu'il fait au moment où il détermine cette mesure et sur la nature des instructions qu'il donne à l'État partie à cette fin. En ce qui concerne son autorité, on peut considérer que celle-ci est inhérente au Comité: puisque celui-ci peut connaître des plaintes individuelles, il doit avoir autorité pour imposer une réparation. L'autorité du Comité pour demander des mesures de réparation découle également du paragraphe 3 de l'article 2 du Pacte, en vertu duquel les États parties s'engagent à garantir que toute personne dont les droits et libertés auront été violés disposera d'un recours utile, et on peut considérer que les instructions données par le Comité ne font que rappeler aux États l'obligation générale qu'ils ont de respecter le Pacte et d'éviter que des violations se reproduisent à l'avenir. Le choix consiste donc à déterminer ce que doit être le «recours utile» que l'État partie doit assurer pour s'acquitter de ses obligations. Le Comité doit déterminer si, lorsqu'il rappelle à l'État son devoir de respecter le Pacte, il se limite à lui dire qu'il doit éviter à l'avenir de commettre des violations similaires à celles qui ont été constatées ou s'il fait à l'État une recommandation comparable à celles qu'il formule dans les observations finales, concernant notamment la nécessité d'entreprendre des réformes législatives ou de créer certaines structures qui permettraient que les violations constatées soient moins fréquentes à l'avenir. Le Comité doit aussi décider s'il considère que les voies de recours et les mesures de réparation qu'il demande ont un caractère d'obligation ou ont davantage un caractère de recommandation, s'il attend que l'État fasse exactement ce que le Comité lui a demandé ou s'il accepte que l'État prenne, en toute bonne foi, des mesures qui ne correspondent pas exactement à ce qu'il lui a demandé, mais qui paraissent efficaces. La façon dont le suivi sera exercé dépendra de la réponse que le Comité apportera à cette question.

43. **M. Lallah** dit qu'il ne pense pas qu'il y ait un texte plus spécifique que le paragraphe 3 de l'article 2 du Pacte. En ce qui concerne le contenu des constatations, le Protocole facultatif est particulièrement général puisqu'il dispose, en son article 5, paragraphe 1, que le Comité examine les communications reçues en tenant compte de toutes les informations écrites qui lui sont soumises par le particulier et par l'État partie intéressé puis, au paragraphe 4, que le Comité fait part de ses constatations à l'État partie intéressé et au particulier, sans préciser quelle doit être la teneur des constatations. Mais si l'article 5 du Protocole facultatif donne au Comité compétence pour examiner les communications et faire part de ses constatations, il est évident que les constatations contiendront une déclaration sur le fait qu'il y a eu ou non une violation et sur ce que doit être la réparation. M. Lallah ne pense pas qu'il existe un autre texte donnant ou ne donnant pas au Comité l'autorité nécessaire pour faire connaître son avis sur ce que devraient être les lois d'un État. La difficulté qu'il a personnellement rencontrée dans de nombreuses communications est le manque d'éléments permettant de décider si une loi doit être modifiée ou si c'est son application par l'État dans le cas de l'auteur qui a été incorrecte. C'est pourquoi le Comité demande à l'État de prendre toutes les mesures appropriées – parfois même en indiquant des mesures concrètes – en termes généraux. Peut-être le secrétariat ou le Rapporteur pour la communication, quand ils établissent le projet de décision, pourrait-il garder ce point précis à l'esprit afin de mieux guider l'État et les autres membres du Comité vers ce que pourraient être les mesures les plus appropriées. Chaque

affaire est tranchée individuellement, à la lumière des informations, parfois lacunaires, reçues par le Comité.

44. **M. Amor** souligne que selon le Protocole facultatif, le Comité émet des «constatations»; la constatation est plus forte que le jugement car le jugement comporte une appréciation alors que la constatation se limite à constater la violation. Il y a donc un caractère obligatoire attaché aux constatations, dont il faudrait savoir si elle peut se réaliser lorsque la formulation des mesures de recours et de réparation n'en permet pas une application facile. Cette formulation est parfois si hésitante qu'elle est presque une invitation implicite pour l'État à ne pas tenir compte des constatations. En ce qui concerne les résultats, dans une étude qu'il avait réalisée sur le suivi des constatations, Markus Schmidt avait estimé à 25 ou 30 % maximum le pourcentage de constatations effectivement mises en œuvre par les États. La question du suivi est donc directement liée à la formulation même des recommandations relatives aux mesures de recours et de réparation. Il faudrait aujourd'hui disposer d'éléments statistiques qui permettraient d'expliquer le non-respect des constatations par les États. Le secrétariat pourrait peut-être faire une analyse de la portée effective des constatations qui montre le lien entre la manière dont les recommandations sont formulées et l'attitude des États qui ne donnent pas suite aux constatations.

45. **M. Rivas Posada** rappelle que les mesures de réparation généralement demandées par le Comité sont de deux ordres. Le premier type de mesures se rapporte directement à l'auteur de la communication et vise à réparer le préjudice causé par des faits passés; il peut s'agir d'une indemnisation, d'une remise en liberté, d'un nouveau procès. Il ne fait aucun doute que le Comité est tout à fait habilité à demander ce genre de mesures en vertu du paragraphe 3 de l'article 2 du Pacte. La seule chose qu'il faut déterminer ici est le degré de précision et de détail de la mesure demandée. Le deuxième type de recommandation, contenue dans la formule consacrée «L'État partie est tenu de veiller à ce que des violations analogues ne se reproduisent pas à l'avenir», tend à demander à l'État en cause de procéder à des modifications constitutionnelles, législatives ou réglementaires nécessaires pour éviter une situation en matière de droits de l'homme que le Comité juge inacceptable. Il est très douteux que le Pacte confère une telle faculté au Comité, qui doit donc s'interroger sur l'opportunité de continuer à faire cette recommandation, dissociée du sort de l'auteur de la communication.

46. **M<sup>me</sup> Chanet** partage l'avis de M. Lallah et adhère à son approche non théorique des recommandations. Le paragraphe 2 de l'article 4 du Protocole facultatif dispose que l'État partie indique «les mesures qu'il pourrait avoir prises pour remédier à la situation». C'est exactement ce que fait le Comité, qui demande systématiquement, à la fin de ses constatations de violation «des renseignements sur les mesures prises pour donner effet à ses constatations». Le Comité a donc une très grande liberté et, vu que les États ont des législations différentes et offrent des types de réparation différents, il doit adapter à chaque fois la réparation demandée au cas particulier de l'État concerné, de la victime concernée et du type de violation; une violation n'en vaut pas une autre. Il n'est pas utile de savoir comment le Comité a procédé avec d'autres États mais il faut savoir ce que le Comité exige d'un État donné et comment le Rapporteur spécial chargé du suivi des constatations peut demander à l'État quelles mesures il a prises pour donner effet à la recommandation. Lorsqu'il demande un nouveau procès, un recours utile, une réparation, une indemnisation, etc., le Comité doit être très précis, compte tenu des éléments dont il dispose, et modeste quand il n'a pas tous les éléments. Il doit formuler sa recommandation d'une manière qui rende gérable la procédure de suivi pour le Rapporteur.

47. **M. O'Flaherty** dit qu'il a dégagé du débat quatre questions à étudier concernant les mesures de réparation et les recours: la cohérence, la précision, la question de savoir si le Comité a pour vocation de générer des changements dans les sociétés, et la typologie des

mesures de réparation. L'aspect relatif à la transformation des sociétés est couvert par l'article 40 du Pacte. Certains types de recours, notamment les recours symboliques, sont rarement utilisés par le Comité. Or la pratique récente concernant la justice transitionnelle a montré combien les symboles pouvaient être utiles. Compte tenu de la diversité des questions, il serait prudent que M. Salvioli aborde les différents points de manière séquentielle, en présentant dans des rapports distincts ses réflexions et ses recommandations sur différentes catégories de questions. Il conviendrait peut-être de commencer par les questions les plus concrètes pour aller ensuite vers les questions plus larges.

48. Le cas échéant M. Salvioli pourrait examiner non seulement la pratique du Comité, mais aussi celle d'autres organes, comme le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, dont les recommandations visent notamment à introduire des changements dans les sociétés. Il faudrait savoir pourquoi le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a adopté une telle approche et si le Comité des droits de l'homme pourrait ou ne pourrait pas suivre la même démarche et pour quelles raisons. L'étude de la pratique des autres organes conventionnels pourrait aussi permettre d'harmoniser les méthodes lorsque cela est approprié. Il serait aussi intéressant d'examiner la pratique des organes régionaux similaires au Comité des droits de l'homme, qui ont des vues assez différentes sur ces questions. Il serait également utile d'étudier les travaux de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme, qui a beaucoup réfléchi à la question des recours et des mesures de réparation. Enfin, le rapport de l'organisation Open Society Justice Initiative, cité dans le document CCPR/C/102/R.3, contient quelques très bonnes idées et pourrait aussi constituer une ressource utile.

49. **M. Iwasawa** dit que les constatations adoptées par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes en septembre 2010 sont très longues, comportent une courte partie consacrée à la communication de l'auteur, puis une partie générale, qui contient une longue liste de recommandations générales. Ces recommandations sont fondées sur le paragraphe 3 de l'article 7 du Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, qui se lit comme suit: «Après avoir examiné une communication, le Comité transmet ses constatations à son sujet, éventuellement accompagnées de ses recommandations, aux parties concernées», formulation légèrement différente de celle utilisée dans le Protocole facultatif se rapportant au Pacte. M. Iwasawa, sans être en faveur de recommandations générales similaires à celle du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, n'exclut pas l'idée de demander à un État de revoir sa législation, mais pense qu'il faut rester prudent dans ce domaine. Pour ce qui est des types de réparation entrant dans la catégorie de la «satisfaction», en droit international, le fait de constater une violation constitue en soi, dans certains cas, une réparation.

50. **M. Salvioli** remercie les membres du Comité de toutes leurs observations et propositions, qui seront toutes utiles au travail qu'il va entreprendre.

*Renforcement des activités du Comité relatives au suivi des constatations*  
(CCPR/C/102/R.3)

51. **M. Thelin** (Rapporteur spécial chargé du suivi des constatations) dit qu'il souhaite faire part au Comité de ses réflexions sur d'éventuels changements à apporter à la présentation du rapport sur le suivi des constatations. Le rapport sur le suivi des constatations pour la session en cours suivra l'ancienne présentation. Une révision de la présentation du rapport apparaît nécessaire pour plusieurs raisons. Il faut d'abord rendre plus clair et plus facile à lire et à comprendre le mode d'approche du Comité concernant la procédure de suivi et utiliser plus rationnellement les ressources disponibles. Ensuite il a été demandé aux organes de l'ONU de limiter le nombre de pages de leurs documents. Enfin il

faut savoir clore la procédure de suivi même quand le Comité n'est pas satisfait de l'issue. Jusqu'ici, en pareil cas, la procédure continuait et la formule utilisée était «dialogue en cours». M. Thelin propose de classer les affaires en trois catégories, en mettant une appréciation: «satisfaisant», «non satisfaisant» ou une appréciation intermédiaire. Il invite les membres du Comité à lui communiquer leurs observations à ce sujet.

52. **M<sup>me</sup> Chanet** dit qu'elle a quelques idées à proposer à M. Thelin, notamment en ce qui concerne les catégories, en particulier pour les États qui n'apportent pas de réponses claires, pour lesquels il faudrait avoir des indications plus ciblées afin d'assurer un suivi plus efficace.

*La séance est levée à 18 heures.*